



Rapport financier semestriel 2013

Période close le 30 juin 2013

Sommaire

Rapport financier semestriel d'activité	3
1.1 Analyse de l'activité du premier semestre et perspectives 2013	3
Aperçu de l'activité	3
Résultat consolidé	5
Free cash-flow et Free cash-flow hors éléments exceptionnels	8
Bilan consolidé	9
Perspectives 2013	10
Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	11
1.2 Données de la société mère Danone	12
1.3 Principales transactions avec les parties liées	12
Comptes consolidés semestriels résumés	13
2.1 Comptes consolidés	13
Résultat consolidé et résultat par action	13
État du résultat global consolidé	14
Bilan consolidé	15
Tableau des flux de trésorerie consolidés	17
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	18
2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés	20
Note 1. Principes comptables	21
Note 2. Faits marquants	22
Note 3. Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales	22
Note 4. Prise de contrôle de la société Centrale Laitière et comptabilisation de l'opération	24
Note 5. Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2012 et 2013	25
Note 6. Segments opérationnels	26
Note 7. Autres produits et charges opérationnels	27
Note 8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	28
Note 9. Résultat des sociétés mises en équivalence	28
Note 10. Résultat par action	29
Note 11. Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles	29
Note 12. Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés	30
Note 13. Informations sur les variations des capitaux propres consolidés	30
Note 14. Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette	32
Note 15. Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne	34
Note 16. Impôts	35
Note 17. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage	36
Note 18. Informations sur les flux de trésorerie consolidés	36
Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe	38
Note 20. Transactions avec les parties liées	39
Note 21. Événements postérieurs à la clôture	39
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	40
Attestation du responsable du rapport financier semestriel	41

Rapport financier semestriel d'activité

Sauf mention contraire :

- toutes les références à la "Société", concernent l'émetteur Danone ;
- toutes les références au "Groupe" ou à "Danone", concernent la Société et ses filiales consolidées ;
- toutes les références à un "Pôle" ou aux "Pôles" concernent l'une ou l'ensemble des activités Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale du Groupe ;
- toutes les références aux "comptes consolidés", concernent les comptes consolidés semestriels résumés pour la période close le 30 juin 2013.

Le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS, en interne (parmi les indicateurs utilisés par ses principaux décideurs opérationnels) et dans sa communication externe. La définition des indicateurs non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe figure au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action ;
- résultat opérationnel courant ;
- marge opérationnelle courante ;
- résultat net courant – Part du Groupe ;
- bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant – Part du Groupe par action après dilution ;
- *free cash-flow* ;
- *free cash-flow* hors éléments exceptionnels ;
- dette financière nette.

1.1 Analyse de l'activité du premier semestre et perspectives 2013

Aperçu de l'activité

Chiffres clés

Au cours du premier semestre 2013, l'activité du Groupe s'est caractérisée par :

- une solide croissance du chiffre d'affaires net au premier semestre 2013 de +6,0% en données comparables, et de +5,6% en données historiques ;
- un deuxième trimestre qui confirme le bon début d'année, avec une croissance du chiffre d'affaires net de +6,5% en données comparables et de +6,7% en données historiques, basée sur la plus forte croissance en volume des 8 derniers trimestres ;
- la croissance des ventes reste supérieure à +10% sur l'ensemble pays émergents- Amérique du Nord au deuxième trimestre, tandis qu'en Europe la baisse des ventes est moins marquée qu'au trimestre précédent (-3,0%) ;
- une Marge opérationnelle courante de 13,34% au premier semestre, affichant conformément aux objectifs une baisse similaire à celle de l'année 2012 (-49pb) ;
- un Bénéfice net courant dilué par action de 1,48 euro, stable en données comparables, et en baisse de -2,4% en données historiques par rapport à 2012 ;
- un *Free cash-flow* du premier semestre 2013 de 714 millions d'euros hors éléments exceptionnels.

Par ailleurs le Groupe confirme ses objectifs 2013 : croissance des ventes d'au moins +5% (en données comparables), marge opérationnelle courante en baisse entre -50 pb et -30 pb (en données comparables), *free cash-flow* autour de 2 milliards d'euros, hors éléments exceptionnels.

Semestre clos le 30 juin			
(en millions d'euros excepté données par action en euros)	2012	2013	Variation
Chiffre d'affaires net	10 475	11 058	+ 6,0% ^(a)
<i>Free cash-flow</i> hors éléments exceptionnels ^(c)	890	714	- 19,8% ^(b)
Résultat opérationnel courant ^(c)	1 451	1 475	+ 2,3 % ^(a)
Marge opérationnelle courante ^(c)	13,85%	13,34%	- 49 pb ^(a)
Résultat net courant – Part du Groupe ^(c)	911	873	- 1,3 % ^(a)
Résultat net courant dilué par action ^(c)	1,51	1,48	- 2,4 % ^(b)

(a) En données comparables.

(b) En données historiques.

(c) Voir définition au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Opérations financières et événements importants de la période (rappel des communiqués de presse émis au cours du premier semestre)

- Le 19 février 2013, Danone présente le volet organisationnel de son plan européen d'économies et d'adaptation de ses organisations (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Le 22 février 2013, Danone annonce la finalisation de l'augmentation de sa participation dans la Centrale Laitière à 67,0 % (voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Danone annonce le succès du lancement, le 27 février 2013, d'une émission obligataire en euros, d'un montant de 750 millions d'euros à échéance 6 juin 2018 ;
- Le 26 avril 2013, Danone et Yakult signent un nouvel accord de coopération, en remplacement de l'alliance stratégique. Ce nouvel accord prévoit la poursuite des collaborations existantes et envisage leur élargissement à des domaines plus opérationnels, qui soient bénéfiques aux deux parties. S'inscrivant dans une relation de confiance bâtie au long des années, cet accord ne prévoit pas d'engagement ou de limitation en matière de participation actionnariale pour Danone (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Le 6 mai 2013 Danone signe un partenariat avec Sirma et se renforce sur le marché des eaux en Turquie. Cet accord permet à Danone d'acquérir 50,1 % du capital de la société Sirma, acteur majeur des eaux en Turquie (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Le 13 mai 2013, Danone acquiert Happy Family, l'une des sociétés les plus dynamiques de l'alimentation infantile bio aux Etats-Unis. Cet accord permettant au Groupe d'acquérir plus de 90 % du capital de la société Happy Family, quatrième acteur des aliments pour bébés (hors lait) aux Etats-Unis (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Le 20 mai 2013, COFCO, Mengniu et Danone unissent leurs forces pour accélérer le développement des Produits Laitiers Frais en Chine (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- Danone annonce le succès du lancement, le 3 juin 2013, d'une émission obligataire en euros d'un montant de 650 millions d'euros et d'une maturité de 6 ans ;
- Danone annonce le succès du lancement, le 21 juin 2013, d'une émission obligataire en euros, d'un montant de 500 millions d'euros et d'une maturité de 10 ans.

Les communiqués de presse complets sont disponibles sur le site <http://finance.danone.fr>.

Résultat consolidé

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires net consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de +5,6% en données historiques sur le premier semestre 2013 pour atteindre 11 058 millions d'euros. Hors effets de variation de la base de comparaison, dont la variation des taux de change et du périmètre de consolidation, le chiffre d'affaires a progressé de +6,0%. Cette croissance organique se décompose en une hausse des volumes de +3,5% et un effet prix/mix de +2,5%.

Les effets de change de -2,5% traduisent l'impact défavorable de l'évolution de certaines devises, dont le peso argentin, le real brésilien et la roupie indonésienne. Les effets de variation du périmètre de consolidation de +2,1% résultent essentiellement de la consolidation par intégration globale de Centrale Laitière (Maroc) à compter du mois de mars 2013.

Chiffre d'affaires net par Pôle d'activité et par zone géographique

		Semestre clos le 30 juin		
(en millions d'euros)	2012	2013	Variation en données comparables	Croissance volumes en données comparables
Chiffre d'affaires par pôle d'activité				
Produits Laitiers Frais	5 906	6 023	1,7%	2,1%
Eaux	1 855	1 991	9,6%	5,9%
Nutrition Infantile	2 090	2 383	15,2%	5,2%
Nutrition Médicale	624	661	5,5%	4,9%
Chiffre d'affaires par zone géographique				
Europe hors CEI	4 350	4 160	(4,0%)	(2,7%)
CEI & Amérique du Nord ^(a)	2 201	2 360	9,3%	6,8%
ALMA ^(b)	3 924	4 538	15,9%	7,2%
Total	10 475	11 058	6,0%	3,5%

(a) Amérique du Nord = Etats-Unis et Canada.

(b) « Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa » (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires du Pôle Produits Laitiers Frais enregistre une progression de +1,7% en données comparables, résultant de volumes en hausse de +2,1% et d'un effet prix/mix négatif de -0,4%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Eaux a poursuivi sa solide progression avec une croissance de +9,6% en données comparables au premier semestre 2013, tirée par des volumes en hausse de +5,9% et d'un effet prix/mix positif de +3,7%.

Le Pôle Nutrition Infantile affiche à nouveau une excellente performance, avec un chiffre d'affaires en progression de +15,2 % en données comparables au premier semestre 2013, résultant de volumes en hausse de +5,2%.

Le chiffre d'affaires du Pôle Nutrition Médicale affiche une croissance de +5,5% en données comparables au premier semestre 2013, avec des volumes en hausse de +4,9%.

Résultat opérationnel courant et marge opérationnelle courante

	Semestre clos le 30 juin		Variation en données comparables
	2012	2013	
<i>(en pourcentages)</i>	Marge opérationnelle courante		
Marge opérationnelle courante par pôle d'activité			
Produits Laitiers Frais	11,23%	9,91%	- 128 pb
Eaux	13,67%	13,18%	- 57 pb
Nutrition Infantile	19,97%	20,49%	+ 43 pb
Nutrition Médicale	18,70%	19,31%	+ 65 pb
Marge opérationnelle courante par zone géographique			
Europe hors CEI	15,24%	14,28%	- 118 pb
CEI & Amérique du Nord ^(a)	8,86%	9,36%	+ 55 pb
ALMA ^(b)	15,10%	14,56%	- 28 pb
Total	13,85%	13,34%	- 49 pb

(a) Amérique du Nord = Etats-Unis et Canada.

(b) « Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa » (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

La marge opérationnelle courante de Danone est en baisse de -49 pb en données comparables au premier semestre 2013 pour s'établir à 13,34%. Comme en 2012, la baisse des ventes en Europe a continué à significativement peser sur la rentabilité du Groupe, alors que la rentabilité de l'ensemble des activités hors Europe continue à progresser.

L'inflation des matières premières est restée importante, quoique plus modérée qu'au premier semestre 2012, avec notamment une inflation sur le lait et les ingrédients laitiers plus élevée que prévu. Les coûts des matières premières ont de plus subi un effet de change défavorable.

Les initiatives continues d'optimisation des coûts ont à nouveau permis de dégager un niveau élevé de productivités, à hauteur de 254 millions d'euros, compensant une partie de l'inflation des coûts matières, de production et de distribution.

Les dépenses publi-promotionnelles ont légèrement progressé par rapport au premier semestre 2012. Le Groupe a par ailleurs continué à fortement investir sur ses autres leviers de croissance, et notamment à renforcer ses forces de vente et sa R&D, avec une hausse des dépenses proche de 10% dans ces domaines.

Autres produits et charges opérationnels

Le solde des Autres produits et charges opérationnels s'établit à -291 millions d'euros, résultant essentiellement de la part des coûts relatifs au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe comptabilisée au premier semestre (-233 millions d'euros).

Résultat financier

Au premier semestre 2013, le Coût de l'endettement financier net a progressé en raison d'une dette financière nette plus élevée ce semestre qu'au premier semestre 2012. Cette hausse est liée notamment aux acquisitions réalisées par le Groupe depuis le 1er juillet 2012, et plus particulièrement au rachat d'une partie des intérêts minoritaires de Danone Espagne et à l'augmentation de la participation dans Centrale Laitière, et également aux rachats par le Groupe de 16,4 millions de ses propres actions réalisés depuis cette date (hors rachat des actions d'autocontrôle compensant l'effet dilutif des actions remises à des actionnaires minoritaires de Danone Espagne en échange de leurs actions dans cette filiale). L'ensemble de ces opérations a un impact positif sur le bénéfice net par action.

La variation du solde des Autres produits et charges financiers résulte essentiellement d'une plus-value (enregistrée en non-courant) liée à la cession par Danone de sa participation dans SNI, réalisée dans le cadre de la montée dans le capital de Centrale Laitière.

Taux d'impôt

Le taux d'imposition courant s'établit à 30,3% au premier semestre 2013, en hausse significative de plus de 3 points par rapport à 2012, en raison du contexte général d'accroissement de la pression fiscale, et en particulier, en France, de la limitation de la déductibilité des intérêts financiers et de la taxe sur les dividendes.

Résultats des sociétés mises en équivalence

La forte variation du résultat net des sociétés mises en équivalence reflète, pour un montant de 226 millions d'euros (enregistré en non-courant), la réévaluation de la quote-part de 29,2% détenue historiquement par Danone dans le capital de Centrale Laitière, constatée dans le cadre de la prise de contrôle du Groupe sur cette société, conformément aux normes IFRS.

Résultat net courant – Part du Groupe et résultat net courant dilué – Part du Groupe par action

Le résultat net courant – Part du Groupe s'établit à 873 millions d'euros au premier semestre, en baisse de -1,3% en données comparables et de -4,2% en données historiques par rapport au premier semestre 2012.

Le passage du résultat net - Part du Groupe au résultat net courant - Part du Groupe est présenté dans le tableau ci-après :

	Exercice clos le 31 décembre			Semestre clos le 30 juin					
	2012			2012			2013		
(en millions d'euros sauf pourcentages)	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Résultat opérationnel courant	2 958		2 958	1 451		1 451	1 475		1 475
Autres produits et charges opérationnels		(211)	(211)		(40)	(40)		(291)	(291)
Résultat opérationnel	2 958	(211)	2 747	1 451	(40)	1 411	1 475	(291)	1 184
Coût de l'endettement financier net	(170)		(170)	(76)		(76)	(86)		(86)
Autres produits et charges financiers	(130)	(2)	(132)	(62)	(6)	(68)	(66)	52	(14)
Résultat avant impôts	2 658	(213)	2 445	1 313	(46)	1 267	1 323	(239)	1 084
Impôts sur les bénéfices	(735)	23	(712)	(351)	10	(341)	(402)	87	(315)
Taux effectif d'impôt	27,6%		29,1%	26,7%		26,9%	30,3%		29,0%
Résultat des sociétés intégrées	1 923	(190)	1 733	962	(36)	926	921	(152)	769
Résultats des sociétés mises en équivalence	59	(5)	54	39		39	38	238	276
Résultat net	1 982	(195)	1 787	1 001	(36)	965	959	86	1 045
• Part du Groupe	1 818	(146)	1 672	911	(30)	881	873	99	972
• Part des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	164	(49)	115	90	(6)	84	86	(13)	73

Le bénéfice net courant dilué par action s'élève à 1,48 euro, stable en données comparables et en baisse de -2,4% en données historiques par rapport au premier semestre 2012.

Le passage du Résultat net - Part du Groupe par action au Résultat net courant - Part du Groupe par action est présenté dans le tableau ci-après :

(en euros par action sauf nombre d'actions)	Exercice clos le 31 décembre		Semestre clos le 30 juin			
	2012		2012		2013	
	Courant	Total	Courant	Total	Courant	Total
Résultat net - Part du Groupe	1 818	1672	911	881	873	972
Nombre d'actions						
• Avant dilution	600 477 145	600 477 145	600 877 199	600 877 199	589 927 117	589 927 117
• Après dilution	603 105 304	603 105 304	603 149 367	603 149 367	592 145 734	592 145 734
Résultat net - Part du Groupe, par action						
• Avant dilution	3,03	2,78	1,52	1,47	1,48	1,65
• Après dilution	3,01	2,77	1,51	1,46	1,48	1,64

Free cash-flow et Free cash-flow hors éléments exceptionnels

Le *free cash-flow* s'établit au premier semestre 2013 à 675 millions d'euros, impacté pour 39 millions d'euros par les dépenses relatives au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe.

Hors éléments exceptionnels, le *free cash-flow* s'élève à 714 millions d'euros (6,5% du chiffre d'affaires), en baisse de -19,8% par rapport au premier semestre 2012. Outre l'impact de la baisse de la Marge opérationnelle courante, la variation du *free cash-flow* reflète un effet mix géographique défavorable de la croissance sur le besoin en fonds de roulement du Groupe. Les investissements industriels ont fortement progressé, affichant une croissance de +9,1% par rapport au premier semestre 2012 pour s'établir à 454 millions d'euros, soit 4,1% du chiffre d'affaires.

Le passage de la Trésorerie provenant de l'exploitation au *free cash-flow* et *free cash-flow* hors éléments exceptionnels est présenté dans le tableau ci-après :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
	2012	2012	2013
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 858	1 255	1 088
Investissements industriels	(976)	(416)	(454)
Cessions et réalisations d'actifs industriels	193	51	20
Frais d'acquisitions avec prise de contrôle ^(a)	13	-	21
Free cash-flow	2 088	890	675
Flux de trésorerie relatifs au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe	-	-	(39)
Free cash-flow hors éléments exceptionnels	2 088	890	714

(a) Ces frais auparavant qualifiés de flux d'investissement impactent la trésorerie provenant de l'exploitation depuis le 1er janvier 2010, en application de la norme IFRS3 Révisée sur les regroupements d'entreprise.

Bilan consolidé

Bilan consolidé simplifié

	Au 31 décembre	Au 30 juin
<i>(en millions d'euros sauf pourcentage)</i>	2012	2013
Actifs non courants	22 614	23 465
Actifs courants	6 923	7 365
Total de l'actif	29 537	30 830
Capitaux propres - Part du Groupe	12 191	11 132
Intérêts ne conférant pas le contrôle	63	14
Dette nette	6 292	8 238
Dette financière nette	3 021	5 089
Ratio d'endettement basé sur dette nette	52%	74%
Ratio d'endettement basé sur dette financière nette	25%	46%

Dette nette et dette financière nette

La dette nette du Groupe s'établit à 8 238 millions d'euros au 30 juin 2013, incluant les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires pour 3 149 millions d'euros.

Le passage de la dette nette à la dette financière nette est présenté dans le tableau ci-après :

	Au 31 décembre	Au 30 juin
<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2013
Dettes financières non courantes ^(a)	6 346	6 548
Dettes financières courantes	3 176	4 543
Placements à court terme	(1 748)	(1 535)
Disponibilités	(1 269)	(1 174)
Instruments dérivés - actifs	(213)	(144)
Dette nette	6 292	8 238
Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - non courantes	(1 881)	(822)
Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle - courantes	(1 390)	(2 327)
Dettes financières exclues de la dette financière nette	(3 271)	(3 149)
Dette financière nette	3 021	5 089

(a) Y compris Instruments dérivés - passifs.

La valeur des options de ventes aux minoritaires est en baisse par rapport au 31 décembre 2012, impactée principalement par le rachat par le Groupe début 2013 de 1 550 315 titres de Danone Espagne faisant l'objet d'options de vente (au 30 juin 2013, le Groupe détient 75,6% du capital de cette filiale). L'effet de ce rachat est partiellement compensé par la comptabilisation de l'option de vente conclue au premier semestre sur 26,75% du capital de Centrale Laitière.

Hors options de vente aux actionnaires minoritaires, la dette financière nette du Groupe s'établit à 5 089 millions d'euros, en progression de 2 068 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Cette forte hausse est liée en majeure partie aux acquisitions réalisées par Danone en 2013 : outre le rachat d'une partie des intérêts minoritaires de Danone Espagne et l'augmentation de sa participation dans Centrale Laitière, le Groupe a ainsi financé au premier semestre la prise de contrôle de Sirma en Turquie, l'acquisition de Happy Family aux Etats-Unis et une prise de participation stratégique dans la société Mengniu en Chine. Danone a de plus procédé depuis le 1er janvier 2013 au rachat de 8,3 millions de ses propres actions (hors rachat des actions d'autocontrôle compensant l'effet dilutif des actions remises à des actionnaires minoritaires de Danone Espagne en échange de leurs actions dans cette filiale).

Autres informations

Rachat d'actions

Comme annoncé lors de la publication du chiffre d'affaires du premier trimestre 2013, Danone a procédé en avril 2013 au rachat de 2,3 millions de ses propres actions (hors rachat des actions d'autocontrôle compensant l'effet dilutif des actions remises à des actionnaires minoritaires de Danone Espagne en échange de leurs actions dans cette filiale).

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 26 juillet 2013, a par ailleurs décidé de procéder à l'annulation de 4,3 millions d'actions propres, avec effet immédiat.

A l'issue de cette opération, le capital social de la société DANONE s'établit à 157 757 000 euros et est divisé en 631 028 000 actions.

Gouvernance

Le Conseil d'Administration de Danone, réuni le 26 juillet 2013, a décidé de nommer Monsieur Richard Goblet d'Alviella comme membre du Comité de Nomination et de Rémunération en remplacement de Monsieur Yoshihiro Kawabata, qui a souhaité mettre fin à ses fonctions au sein du Conseil. Monsieur Franck Riboud a vivement remercié ce dernier pour sa contribution aux travaux du Conseil et du Comité de Nomination et de Rémunération.

Perspectives 2013

Perspectives financières pour l'exercice 2013

Le Groupe prend pour hypothèse que l'environnement de consommation va rester contrasté selon les zones géographiques, avec des tendances globalement négatives en Europe – sans escompter de rupture politique ou économique majeure –, et globalement favorables dans le reste du monde.

Le Groupe s'attend également à ce que le coût de ses principales matières premières et d'emballage reste élevé, et en croissance modérée.

Dans ce contexte, le Groupe va continuer à adapter son modèle en Europe, en accélérant la rénovation de ses gammes afin de s'adapter aux besoins des consommateurs, et dans le même temps en adaptant ses organisations et ses coûts, avec un objectif d'économies de 200 millions d'euros d'ici fin 2014.

Dans le reste du monde, Danone va poursuivre le développement de ses catégories, la construction de ses marques, et la progression de ses parts de marché, de manière rentable et durable.

À travers ces actions, Danone entend retrouver dès 2014 une croissance organique forte et rentable.

Pour 2013, qui restera une année de transition, le Groupe vise :

- une croissance de son chiffre d'affaires net d'au moins + 5 % en données comparables (voir définition de cet indicateur au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS) ;
- une baisse de sa marge opérationnelle courante de - 50 points de base à - 30 points de base en données comparables (voir définition de cet indicateur au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS) ;
- un *free cash-flow* hors éléments exceptionnels (voir définition de cet indicateur au paragraphe Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS) autour de 2 milliards d'euros.

Ces prévisions, perspectives, déclarations et autres informations prospectives, incluses dans le présent Rapport financier semestriel, sont notamment fondées sur les données, hypothèses et estimations développées ci-après et considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les prévisions annoncées se produiront. Par nature, ces données, hypothèses et estimations, ainsi que l'ensemble des éléments pris en compte pour la détermination desdites déclarations et informations prospectives, pourraient ne pas se réaliser, et sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier et concurrentiel du Groupe. De plus, la réalisation de certains risques décrits au paragraphe Principaux risques et incertitudes pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats et

les perspectives du Groupe et sur la réalisation de ses prévisions, perspectives, déclarations et informations prospectives énoncées ci-avant.

Principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions

Les prévisions présentées ci-avant ont été élaborées selon des méthodes comptables conformes à celles suivies par le Groupe pour l'établissement des informations historiques. Elles reposent sur de nombreuses hypothèses, parmi lesquelles :

- les données ont été établies sur la base de taux de change et de taux d'intérêt prévisionnels élaborés au niveau du Groupe ;
- les tendances de consommation constatées actuellement dans les pays importants pour le Groupe se poursuivront tout au long de l'année, sans amélioration ni détérioration significative, qu'il s'agisse de marchés émergents ou matures ;
- la hausse du prix des matières premières se poursuivra. Le Groupe anticipe une inflation du coût de ses matières premières qui ne devrait pas excéder 5 % sur l'ensemble de l'année ;
- la croissance du chiffre d'affaires du Groupe continuera à être principalement tirée par le développement de ses catégories de produits, un investissement soutenu dans les pays à fort potentiel ;
- la politique de recherche de productivité soutenue et la politique tarifaire sélective seront poursuivies en 2013, permettant notamment de répondre à la hausse du coût des matières premières.

Événements postérieurs à la clôture

Les événements postérieurs à la clôture sont détaillés dans la Note 21 des Annexes aux comptes consolidés.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2013 sont ceux détaillés au paragraphe 2.7 *Facteurs de risques* du Document de Référence 2012, dont en particulier le contexte économique dégradé en Europe ainsi que la volatilité de certains pays émergents.

Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Le Groupe communique sur les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS suivants :

- variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action ;
- résultat opérationnel courant ;
- marge opérationnelle courante ;
- résultat net courant – Part du Groupe ;
- bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant – Part du Groupe par action après dilution ;
- *free cash-flow* ;
- *free cash-flow* hors éléments exceptionnels ;
- dette financière nette.

Compte tenu du contexte de consommation très dégradé en Europe, Danone s'est fixé un objectif d'économies et d'adaptation de ses organisations afin de regagner de la compétitivité. Le Groupe publie, à partir du premier semestre 2013, un indicateur de *free cash-flow* excluant les flux de trésorerie relatifs aux initiatives qu'il serait amené à mettre en œuvre dans ce cadre. Pour l'exercice 2012, le *free cash-flow* hors éléments exceptionnels est égal au *free cash-flow* et s'élève à 2 088 millions d'euros.

Les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés par le Groupe sont calculés de la façon suivante :

Les variations en données comparables du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant, de la marge opérationnelle courante, du résultat net courant – Part du Groupe et du résultat net courant – Part du Groupe par action excluent essentiellement l'impact (i) des variations de taux de change en calculant les indicateurs de l'exercice considéré et ceux de

l'exercice précédent sur la base de taux de change identiques (le taux de change utilisé est un taux annuel prévisionnel déterminé par le Groupe pour l'exercice considéré et appliqué aux deux exercices) et (ii) des variations de périmètre en calculant les indicateurs de l'exercice considéré sur la base du périmètre de consolidation de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des Autres produits et charges opérationnels. En application de la recommandation 2009-R.03 du CNC "relative au format des états financiers des entreprises sous référentiel comptable international", les Autres produits et charges opérationnels comprennent des éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité courante du Groupe. Ils incluent principalement les plus ou moins-values de cession d'activités et de participations consolidées, les dépréciations d'écarts d'acquisition, des coûts significatifs relatifs à des opérations de restructuration stratégiques et de croissance externe majeures ainsi que les coûts (encourus ou estimés) liés à des litiges majeurs. Par ailleurs, depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises, les Autres produits et charges opérationnels incluent également les frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle.

La marge opérationnelle courante correspond au ratio résultat opérationnel courant sur chiffre d'affaires net.

Le résultat net courant – Part du Groupe mesure la performance récurrente de l'entreprise et exclut les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe. Les éléments non courants incluent principalement les Autres produits et charges opérationnels, les plus ou moins-values de cession et les dépréciations de participations consolidées par mise en équivalence ou non consolidées ainsi que les produits et charges d'impôts relatifs aux éléments non courants. Ces éléments exclus du Résultat net courant – Part du Groupe représentent le Résultat net non courant – Part du Groupe.

Le bénéfice net courant dilué par action ou résultat net courant – Part du Groupe par action après dilution correspond au ratio résultat net courant – Part du Groupe sur nombre d'actions dilué.

Le free cash-flow représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et avant prise en compte des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle (depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises).

Le free cash-flow hors éléments exceptionnels correspond au *free cash-flow* avant prise en compte des flux de trésorerie relatifs aux initiatives que le Groupe pourrait être amené à mettre en œuvre dans le cadre du plan d'économies et d'adaptation de ses organisations en Europe.

La dette financière nette représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des dettes financières courantes et non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Disponibilités, des Placements à court terme et des Instruments dérivés – actifs.

1.2 Données de la société mère Danone

Au premier semestre 2013, le chiffre d'affaires et le résultat courant avant impôt de la société mère Danone se sont élevés respectivement à 311 millions d'euros et 694 millions d'euros (respectivement 317 millions d'euros et 616 millions d'euros au premier semestre 2012).

1.3 Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la Note 20 des Annexes aux comptes consolidés.

Comptes consolidés semestriels résumés

2.1 Comptes consolidés

Résultat consolidé et résultat par action

		Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros sauf résultat par action en euros)	Notes	2012	2012	2013
Chiffre d'affaires net		20 869	10 475	11 058
Coût des produits vendus		(10 409)	(5 238)	(5 614)
Frais sur ventes		(5 474)	(2 744)	(2 882)
Frais généraux		(1 746)	(842)	(873)
Frais de recherche et de développement		(257)	(125)	(139)
Autres produits et charges		(25)	(75)	(75)
Résultat opérationnel courant		2 958	1 451	1 475
Autres produits et charges opérationnels	7	(211)	(40)	(291)
Résultat opérationnel		2 747	1 411	1 184
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		75	44	38
Coût de l'endettement financier brut		(245)	(120)	(124)
Coût de l'endettement financier net	8	(170)	(76)	(86)
Autres produits et charges financiers	8	(132)	(68)	(14)
Résultat avant impôts		2 445	1 267	1 084
Impôts sur les bénéfices		(712)	(341)	(315)
Résultat des sociétés intégrées		1 733	926	769
Résultats des sociétés mises en équivalence	9	54	39	276
Résultat net		1 787	965	1 045
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(115)	(84)	(73)
Résultat net Part du Groupe		1 672	881	972
Résultat net Part du Groupe par action	10	2,78	1,47	1,65
Résultat net Part du Groupe par action dilué	10	2,77	1,46	1,64

État du résultat global consolidé

		Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	Notes	2012	2012	2013
Résultat net		1 787	965	1 045
Ecarts de conversion, nets d'impôts		(101)	131	(548)
Ecarts actuariels sur engagements de retraites		(139)	-	7
Effets d'impôts		42	-	(3)
Ecarts actuariels sur engagements de retraites non recyclables en résultat, nets d'impôts		(97)	-	4
Gains et pertes relatifs aux instruments dérivés de couverture		(59)	(12)	58
Effets d'impôts		20	4	(16)
Gains et pertes relatifs aux instruments dérivés de couverture, nets d'impôts		(39)	(8)	42
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		(2)	3	34
Montant recyclé en résultat sur l'exercice en cours	4	-	-	(52)
Effets d'impôts		-	(1)	(5)
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente, nets d'impôts		(2)	2	(23)
Autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres		-	-	-
Effets d'impôts		-	-	-
Autres gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres, nets d'impôts		-	-	-
Gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres ^(a)	13	(239)	125	(525)
Résultat global		1 548	1 090	520
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(125)	(91)	(53)
Résultat global - Part du Groupe		1 423	999	467

(a) Dont (529) millions d'euros d'impacts capitaux propres recyclables au 30 juin 2013 (125 millions d'euros au 30 juin 2012 et (142) millions d'euros au 31 décembre 2012).

Bilan consolidé

		Au 31 décembre	Au 30 juin
(en millions d'euros)	Notes	2012	2013
Actif			
<i>Goodwill</i>		11 361	12 011
Marques		4 543	4 457
Autres immobilisations incorporelles		361	352
Immobilisations incorporelles	11	16 265	16 820
Immobilisations corporelles		4 115	4 438
Titres mis en équivalence	12	973	842
Autres titres non consolidés	12	107	248
Autres immobilisations financières et prêts à plus d'un an		247	252
Instruments dérivés - actifs		213	144
Impôts différés		694	721
Actifs non courants		22 614	23 465
Stocks		1 095	1 363
Clients et comptes rattachés		1 902	2 291
Autres comptes débiteurs		854	938
Prêts à moins d'un an		25	38
Placements à court terme		1 748	1 535
Disponibilités		1 269	1 174
Actifs détenus en vue de leur cession		30	26
Actifs courants		6 923	7 365
Total de l'actif		29 537	30 830

		Au 31 décembre	Au 30 juin
(en millions d'euros)	Notes	2012	2013
Passif et capitaux propres			
Capital		161	159
Primes		3 487	3 127
Bénéfices accumulés		10 926	10 814
Ecart de conversion		(136)	(664)
Autres résultats enregistrés directement en capitaux propres		(254)	(231)
Actions propres et options d'achat d'actions DANONE ^(a)		(1 993)	(2 073)
Capitaux propres - Part du Groupe	13	12 191	11 132
Intérêts ne conférant pas le contrôle		63	14
Capitaux propres	13	12 254	11 146
Financements		4 442	5 710
Instruments dérivés - passifs		23	16
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		1 881	822
Dettes financières non courantes	14	6 346	6 548
Provisions pour retraites et autres avantages à long terme		608	627
Impôts différés		1 202	1 242
Autres provisions et passifs non courants	17	574	750
Passifs non courants		8 730	9 167
Financements		1 777	2 205
Instruments dérivés - passifs		9	11
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		1 390	2 327
Dettes financières courantes	14	3 176	4 543
Fournisseurs et comptes rattachés		2 941	3 466
Autres passifs courants		2 436	2 508
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur cession		-	-
Passifs courants		8 553	10 517
Total du passif et des capitaux propres		29 537	30 830

(a) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
		2012	2012	2013
Résultat net		1 787	965	1 045
Résultat des sociétés mises en équivalence		(54)	(39)	(276)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		35	13	11
Dotations aux amortissements		670	337	345
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	18	113	97	163
Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie		(26)	(51)	(75)
Marge brute d'autofinancement		2 525	1 322	1 213
Variation des stocks		(52)	(66)	(244)
Variation des créances clients		49	(298)	(359)
Variation des dettes fournisseurs		274	362	431
Variation des autres comptes débiteurs et créditeurs		62	(65)	47
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement		333	(67)	(125)
Trésorerie provenant de l'exploitation	18	2 858	1 255	1 088
Investissements industriels		(976)	(416)	(454)
Cessions d'actifs industriels		193	51	20
Acquisitions d'actifs financiers nettes de la trésorerie acquise		(291)	(21)	(937)
Cessions d'actifs financiers ^(a)		4	2	92
Variation nette des prêts et des autres immobilisations financières		(1)	(43)	(22)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement/désinvestissement	18	(1 071)	(427)	(1 301)
Augmentation du capital et des primes		35	35	37
Acquisition d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE ^(b)	13	(701)	(4)	(799)
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	13	(835)	(835)	(848)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	18	(339)	(200)	(179)
Flux nets d'instruments dérivés ^(c)	14	(70)	(38)	18
Financements obligataires émis au cours de l'exercice	14	1 530	685	1 921
Financements obligataires remboursés au cours de l'exercice	14	(173)	(173)	(193)
Variation nette des autres dettes financières courantes et non courantes		(100)	377	-
Variation des placements à court terme		(831)	(555)	199
Trésorerie affectée aux opérations de financement	18	(1 484)	(708)	156
Incidence des variations de taux de change		(61)	(4)	(38)
Variation globale de la trésorerie		242	116	(95)
Disponibilités au 1^{er} janvier		1 027	1 027	1 269
Disponibilités au 30 juin / 31 décembre		1 269	1 143	1 174
Informations complémentaires				
Flux de trésorerie liés au paiement				
• d'intérêts financiers nets		170	101	110

(a) Y compris endettement net à la date de cession des sociétés cédées.

(b) Options d'achats d'actions DANONE acquises par la Société.

(c) Sur dette nette.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Notes		Nombre d'actions					Capitaux propres (en millions d'euros)					
		Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Ecarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} janvier 2012		642 246 573	600 641 108	161	3 452	10 192	(23)	(118)	(1 564)	12 100	98	12 198
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres						881	124	(6)		999	91	1 090
Augmentation de capital		13	915 427	915 427	35					35		35
Réduction de capital										0		0
Variation des actions propres et des options d'achat d'actions DANONE ^(a)		13	(138 103)						(4)	(4)		(4)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions ^(b)						10				10		10
Dividendes versés aux actionnaires de Danone		13				(838)				(838)	3	(835)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle		13				(66)				(66)	(135)	(201)
Autres éléments												
Au 30 juin 2012		643 162 000	601 418 432	161	3 487	10 179	101	(124)	(1 568)	12 236	57	12 293

(a) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

(b) Actions sous conditions de performance et options d'achat d'actions attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

Notes		Nombre d'actions					Capitaux propres (en millions d'euros)					
		Composant le capital	En circulation	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Ecarts de conversion	Autres résultats enregistrés en capitaux propres	Actions propres	Part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} janvier 2013		643 162 000	593 330 766	161	3 487	10 926	(136)	(254)	(1 993)	12 191	63	12 254
Résultat net, gains et pertes enregistrés directement en capitaux propres						972	(528)	23		467	53	520
Augmentation de capital	13	918 000	918 000		37					37		37
Réduction de capital	13	(8 800 000)		(2)	(397)				399	-		-
Variation des actions propres et des options d'achat d'actions DANONE ^(a)	13		(8 155 671)						(479)	(479)		(479)
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions ^(b)						11				11		11
Dividendes versés aux actionnaires de Danone	13					(850)				(850)	2	(848)
Autres transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	13					(241)				(241)	(104)	(345)
Autres éléments						(4)				(4)		(4)
Au 30 juin 2013		635 280 000	586 093 095	159	3 127	10 814	(664)	(231)	(2 073)	11 132	14	11 146

(a) Options d'achat d'actions DANONE acquises par la Société.

(b) Actions sous conditions de performance et options d'achat d'actions attribuées à certains salariés et aux mandataires sociaux.

2.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels résumés

Les comptes consolidés semestriels résumés de Danone et de ses filiales ("le Groupe") au titre de la période close le 30 juin 2013 (les "comptes consolidés") ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Danone du 26 juillet 2013.

Généralités : principes comptables, faits marquants, changements dans le périmètre de consolidation, segments opérationnels

- Note 1. Principes comptables
- Note 2. Faits marquants
- Note 3. Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales
- Note 4. Prise de contrôle de la société Centrale Laitière et comptabilisation de l'opération
- Note 5. Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2012 et 2013
- Note 6. Segments opérationnels

Eléments du compte de résultat consolidé

- Note 7. Autres produits et charges opérationnels
- Note 8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers
- Note 9. Résultat des sociétés mises en équivalence
- Note 10. Résultat par action

Eléments de l'actif consolidé

- Note 11. Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles
- Note 12. Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés

Eléments du passif et des capitaux propres consolidés

- Note 13. Informations sur les variations des capitaux propres consolidés
- Note 14. Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette
- Note 15. Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Autres informations

- Note 16. Impôts
- Note 17. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage
- Note 18. Informations sur les flux de trésorerie consolidés
- Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe
- Note 20. Transactions avec les parties liées
- Note 21. Événements postérieurs à la clôture

Note 1. Principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel "IFRS" (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne, qui est disponible sur le site Internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm). Les normes et interprétations appliquées pour l'établissement de ces comptes consolidés sont également conformes au référentiel IFRS tel qu'édité par l'IASB (*International Accounting Standards Board*).

Les comptes consolidés du Groupe pour le semestre clos le 30 juin 2013 sont présentés et ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire. Cette norme prévoit que, s'agissant de comptes résumés, ceux-ci n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour la préparation de comptes consolidés annuels. Ces comptes résumés doivent donc être lus en relation avec les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012. L'activité du Groupe au semestre clos le 30 juin 2013 ne présente pas de caractère saisonnier significatif.

Les principes comptables retenus pour la préparation de ces comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 (Voir Note 1 de l'Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012), à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2013.

Normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013

- Amendement à IAS 1 relatif à la présentation des autres éléments du résultat global ;
- IAS 19, *Avantages au personnel* notamment pour les régimes à prestations définies ;
- IFRS 13, *Evaluation de la juste valeur* ;
- Amendement à IFRS 7 relatif aux informations à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers.

Les normes, amendements et interprétations appliqués depuis le 1er janvier 2013 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013.

Par ailleurs, l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée n'a d'impact significatif ni sur l'évaluation des engagements au 31 décembre 2012 ni sur la charge nette de l'exercice 2012.

Normes, amendements et interprétations d'application non obligatoire au 1er janvier 2013 mais pouvant être anticipée

- IFRS 10, *Etats financiers consolidés* ;
- IFRS 11, *Partenariats* ;
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres sociétés* ;
- IAS 28 Révisée, *Participations dans des entreprises associées* ;
- Amendement à IAS 32 relatif à la compensation des actifs et des passifs financiers.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces normes, amendements et interprétations dans les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 et estime qu'ils ne devraient pas avoir un impact significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Par ailleurs, l'IASB a publié des normes, amendements et interprétations pouvant être anticipés au 1^{er} janvier 2013, mais non encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 9, *Instruments financiers* ;
- IAS 27 Révisée, *Etats financiers individuels* ;
- Amendement à IAS 36 relatif aux informations à fournir relatives à la valeur recouvrable des actifs non financiers.

L'impact de ces normes sur les résultats et la situation financière du Groupe est en cours d'évaluation.

Autres travaux de l'IASB et de l'IFRIC

Le Groupe reste attentif aux travaux de l'IASB et de l'IFRIC qui pourraient amener à une révision de certaines normes sur le traitement des options de vente accordées à des détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle. Le projet d'interprétation

publié par l'IFRIC le 31 mai 2012 précise que toutes les variations dans l'évaluation du passif financier, au titre de l'option de vente consentie aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, doivent être comptabilisées en résultat, en cohérence avec IAS 39 et IFRS 9. Le Groupe, en l'absence de prescriptions précises des IFRS, applique les recommandations de l'AMF émises en novembre 2009 : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en capitaux propres, en diminution des Bénéfices accumulés – Part du Groupe.

Note 2. Faits marquants

Les faits marquants figurent dans les principaux communiqués de presse émis par le Groupe au cours du premier semestre 2013.

- le 19 février 2013, Danone présente le volet organisationnel de son plan européen d'économies et d'adaptation de ses organisations (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 22 février 2013, Danone annonce la finalisation de l'augmentation de sa participation dans la Centrale Laitière à 67,0 % (voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 26 avril 2013, Danone et Yakult signent un nouvel accord de coopération, en remplacement de l'alliance stratégique. Ce nouvel accord prévoit la poursuite des collaborations existantes et envisage leur élargissement à des domaines plus opérationnels, qui soient bénéfiques aux deux parties. S'inscrivant dans une relation de confiance bâtie au long des années, cet accord ne prévoit pas d'engagement ou de limitation en matière de participation actionnariale pour Danone (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 6 mai 2013, Danone signe un partenariat avec Sirma et se renforce sur le marché des eaux en Turquie. Cet accord permet à Danone d'acquérir 50,1 % du capital de la société Sirma, acteur majeur des eaux en Turquie (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 13 mai 2013, Danone acquiert Happy Family, l'une des sociétés les plus dynamiques de l'alimentation infantile bio aux Etats-Unis. Le Groupe acquiert plus de 90 % du capital de la société Happy Family, quatrième acteur des aliments pour bébés (hors lait) aux Etats-Unis (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- le 20 mai 2013, COFCO, Mengniu et Danone unissent leurs forces pour accélérer le développement des Produits Laitiers Frais en Chine (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés).

Les communiqués de presse complets sont disponibles sur le site <http://finance.danone.fr>.

Note 3. Changements dans le périmètre de consolidation et dans le pourcentage de détention par le Groupe dans ses filiales

Acquisitions

Acquisitions avec prise de contrôle

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe a procédé aux principales acquisitions avec prise de contrôle suivantes :

- acquisition, le 20 février 2013, d'une participation complémentaire dans la Centrale Laitière, portant ainsi le pourcentage de détention du Groupe de 29,2 % à 67,0 % (Produits Laitiers Frais – Maroc ; voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- acquisition, le 13 juin 2013, d'une participation de 50,1 % dans la société Sirma (Eaux – Turquie). La société Sirma, présente dans les eaux en bouteille natures et aromatisées et dans le HOD (*Home & Office Delivery*), réalise un chiffre d'affaires d'environ 100 millions d'euros. La marque Sirma est l'une des plus dynamiques du marché ;
- acquisition, le 27 juin 2013, d'une participation de 91,9 % dans la société Happy Family (Nutrition Infantile – Etats-Unis). Happy Family est l'une des sociétés les plus innovantes et dynamiques du secteur de la nutrition infantile aux Etats-Unis. Spécialisée dans des produits issus de l'agriculture biologique, elle réalise un chiffre d'affaires supérieur à 60 millions de dollars.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'avait procédé à aucune acquisition avec prise de contrôle.

Autres acquisitions

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe a procédé au rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans plusieurs de ses filiales, la principale opération concerne Danone Espagne (Produits Laitiers Frais – Espagne) avec le rachat d'une participation complémentaire de 10,0 % portant le taux de détention du Groupe dans la société à 75,6 % au 30 juin 2013 (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés).

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe avait procédé au rachat d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans plusieurs de ses filiales, la principale opération concernait Danone Canaries (Produits Laitiers Frais – Espagne) avec le rachat d'une participation complémentaire de 10,9 % portant le taux de détention du Groupe dans la société à 94,4 % au 30 juin 2012.

Cessions

Cessions partielles avec perte de contrôle

Au cours du premier semestre 2013, le Groupe n'a procédé à aucune opération significative de cession partielle avec perte de contrôle.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe avait procédé à la cession de 51 % de sa participation dans la société Danone Thaïlande (Produits Laitiers frais – Thaïlande), impliquant la perte du contrôle exclusif de la société par le Groupe et portant sa participation à 49 %.

Autres cessions

Au cours du premier semestre 2013, dans le cadre de sa prise de contrôle de la société Centrale Laitière (voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés), le Groupe a procédé à la cession de l'intégralité de sa participation de 2,61 % dans la société SNI.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'avait procédé à aucune autre cession significative.

Principales autres opérations réalisées ou en cours

Le 26 avril 2013, Danone et Yakult (Produits Laitiers Frais – Japon) ont signé un nouvel accord de coopération, en remplacement de l'alliance stratégique signée en 2004, qui visait à renforcer leurs positions de leaders mondiaux sur le marché des probiotiques et à accélérer la croissance des deux entreprises sur le marché de l'alimentation fonctionnelle et dont la première phase s'achevait en mai 2012. Cet accord prévoit la poursuite des collaborations existantes et envisage leur élargissement à des domaines plus opérationnels. Il ne modifie pas la participation de Danone dans Yakult ni son influence dans cette société et n'a aucun impact sur les comptes consolidés, avec le maintien de la consolidation de la société par mise en équivalence.

Le 20 mai 2013, Danone a annoncé la signature d'accords avec COFCO et Mengniu pour unir leurs forces pour accélérer le développement des Produits Laitiers Frais en Chine. Les principales caractéristiques de ces accords sont les suivantes :

- aux termes de l'accord avec COFCO, Danone deviendra un actionnaire stratégique de Mengniu détenant indirectement dans un premier temps environ 4 % du capital de cette société, avec pour objectif d'augmenter cette participation en fonction des futures conditions de marché, COFCO demeurant l'actionnaire principal de Mengniu ;
- un accord cadre a été signé avec Mengniu dans le but d'établir une joint-venture pour la production et la vente de produits laitiers frais en Chine. Cette dernière mettra en commun les actifs respectifs des deux sociétés et totalisera un chiffre d'affaires pro-forma 2012 de 500 millions d'euros avec une part de marché estimée à 21 %. Elle sera détenue à 20 % par Danone et 80 % par Mengniu ;
- ces accords seront mis en œuvre progressivement en 2013 et 2014 ;
- au 30 juin 2013, une première étape consistant en l'acquisition indirecte de 4 % des titres de Mengniu a été réalisée sans que Danone ne dispose encore de son influence en tant qu'actionnaire stratégique de Mengniu prévue dans les accords avec COFCO. Par conséquent, au 30 juin 2013, les 4 % des titres de Mengniu détenus indirectement sont comptabilisés en Titres non consolidés et qualifiés d'actifs disponibles à la vente au sens de l'IAS39 (voir Note 12 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 4. Prise de contrôle de la société Centrale Laitière et comptabilisation de l'opération

Description de l'opération

Le 27 juin 2012, Danone a annoncé porter sa participation dans la Centrale Laitière de 29,2 % à 67,0 %. La Centrale Laitière est le leader des produits laitiers au Maroc avec près de 60 % de parts de marché. Elle y réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions d'euros et commercialise des produits sous marque *Danone* comme *Yawmy*, *Moufid* et *Activia*.

La prise de contrôle de Centrale Laitière, soumise à l'accord de l'autorité de la concurrence marocaine, a été finalisée le 20 février 2013 : le Groupe a procédé à l'acquisition d'une participation complémentaire de 37,8 % et pris le contrôle de la société pour un montant de 543 millions d'euros.

Par ailleurs, (i) la hausse de la participation de Danone à 67,0 % a donné lieu à des achats complémentaires d'actions de la société sur le marché de Casablanca notamment suite au lancement d'une Offre d'achat obligatoire et (ii) 26,7 % de la société détenus par des actionnaires minoritaires font l'objet d'un pacte d'actionnaires et d'options d'achat et de vente à prix fixe pouvant être exercées en 2014 à des périodes consécutives. La transaction ne fait pas l'objet de complément de prix. Par ailleurs, dans le cadre de cette transaction, Danone a procédé à la cession de sa participation de 2,61 % dans l'entité SNI par exercice de son option de vente.

Au total, Danone a acquis une participation complémentaire de 39,5 % dans la Centrale Laitière pour un montant de 566 millions d'euros. Au 30 juin 2013, le Groupe détient 68,7 % du capital de la société, la part des actionnaires minoritaires représentant 31,3 %.

Comptabilisation de l'opération

L'opération a été traitée de la façon suivante dans les comptes consolidés :

La société est consolidée par intégration globale depuis le 20 février 2013, la part des intérêts ne conférant pas le contrôle représentant 31,3 %, dont 26,7 % font l'objet d'un pacte d'actionnaires et d'options d'achat et de vente. En vertu de ce pacte d'actionnaires, les actionnaires minoritaires concernés conservent non seulement les droits de vote et à dividendes attachés à cette participation, mais également la présence de deux membres au Conseil d'administration de la société.

En conformité avec la norme IFRS 3 Révisée, l'acquisition d'une participation complémentaire dans la société Centrale Laitière entraînant une prise de contrôle s'analyse comme :

- la réévaluation, à la juste valeur, de sa participation antérieurement détenue, ce qui a donné lieu à un profit de 226 millions d'euros enregistré dans la rubrique Résultats des sociétés mises en équivalence du compte de résultat consolidé du premier semestre 2013 (voir Note 9 et Note 12 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- la prise de contrôle, qui nécessite un exercice d'allocation du prix d'acquisition, les actifs acquis et les passifs assumés devant être enregistrés à leur juste valeur. Au 30 juin 2013, l'opération a été comptabilisée sur une base provisoire, à partir des comptes historiques et a donné lieu à la reconnaissance d'un *goodwill* provisoire de 780 millions d'euros. Les montants affectés aux actifs et passifs identifiables acquis et au *goodwill* sont susceptibles d'être modifiés dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition ;

- le montant des actifs nets acquis dans le cadre de cette opération s'analyse comme suit :

	Au 30 juin
<i>(en millions d'euros)</i>	2013
Actifs nets acquis à 100 %	134
Actifs nets revenant aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(a)	(42)
Goodwill sur la quote-part acquise ^(b)	780
Juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée ^(c)	872

(a) Pour chacune des acquisitions réalisées, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

(b) Goodwill provisoire.

(c) La juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée comprend (i) les 566 millions d'euros payés au titres de sa participation complémentaire de 39,5 % dans la société et (ii) la juste valeur de la part antérieurement détenue pour 306 millions d'euros.

- les options de vente sont comptabilisées en dettes financières non-courantes pour un montant total de 340 millions d'euros au 30 juin 2013 (voir Note 14 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- les frais de transactions s'élèvent à environ 20 millions d'euros avant impôts sur la période, ils sont comptabilisés en résultat dans la rubrique Autres produits et charges opérationnels.

La cession par Danone de sa participation dans SNI, comptabilisée antérieurement en actifs disponibles à la vente dans les comptes consolidés, a donné lieu à un profit de 52 millions d'euros, enregistré dans la rubrique Résultat financier du compte de résultat consolidé du premier semestre 2013 (voir Note 8 et Note 12 des Annexes aux comptes consolidés), intégralement issu du recyclage des capitaux propres.

Note 5. Comptabilisation des autres opérations avec prise de contrôle réalisées en 2012 et 2013

Autres opérations réalisées au cours du premier semestre 2013

Les regroupements d'entreprises décrits en Note 3 et Note 4 des Annexes aux comptes consolidés ont été comptabilisés sur des bases provisoires, les montants affectés aux actifs et passifs identifiables acquis et au *goodwill* étant susceptibles d'être modifiés dans un délai d'un an à compter de la date respective de chacun de ces regroupements.

Les opérations avec prise de contrôle, autres que Centrale Laitière, concernent principalement les sociétés Sirma (Eaux – Turquie) et Happy Family (Nutrition Infantile – Etats-Unis).

Les principales caractéristiques de ces autres opérations sont les suivantes :

- elles ont été réglées en numéraire ;
- certaines font l'objet d'un complément de prix pour un montant total estimé à 1 million d'euros au 30 juin 2013;
- elles font l'objet d'options de vente pour un montant total de 77 millions d'euros au 30 juin 2013 (voir Note 14 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- les frais de transactions s'élèvent au total à environ 4 millions d'euros avant impôts sur la période, ils sont comptabilisés en résultat dans la rubrique Autres produits et charges opérationnels.

Ces opérations n'ont pas d'impact significatif sur le compte de résultat consolidé du premier semestre 2013.

Le montant cumulé des actifs nets acquis dans le cadre de ces opérations s'analyse comme suit :

Au 30 juin	
(en millions d'euros)	2013
Actifs nets acquis à 100 %	22
Actifs nets revenant aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(a)	(2)
Goodwill sur la quote-part acquise ^(b)	207
Juste valeur, à la date d'acquisition, de la contrepartie transférée	227

(a) Pour chacune des acquisitions réalisées, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

(b) Goodwill provisoire.

Opérations réalisées au cours du premier semestre 2012

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe n'avait procédé à aucune acquisition avec prise de contrôle.

Note 6. Segments opérationnels

Les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels (le Président Directeur Général, Monsieur Franck RIBOUD, les deux Directeurs Généraux Délégués, Messieurs Bernard HOURS et Emmanuel FABER, et le Directeur Général Finance, Monsieur Pierre-André TERISSE) pour évaluer la performance des opérationnels sont :

- le Chiffre d'affaires net ;
- le Résultat opérationnel courant ;
- la Marge opérationnelle courante, qui correspond au ratio Résultat opérationnel courant sur Chiffre d'affaires net ;
- le *free cash-flow*, qui représente le solde de la trésorerie provenant de l'exploitation après prise en compte des investissements industriels nets de cession et avant prise en compte des frais d'acquisitions des sociétés dont le Groupe prend le contrôle (depuis la mise en œuvre de la norme IFRS 3 Révisée sur les Regroupements d'entreprises) ;
- le *free cash-flow* hors éléments exceptionnels, qui correspond au free cash-flow avant prise en compte des flux de trésorerie relatifs aux initiatives que le Groupe pourrait être amené à mettre en œuvre dans le cadre du plan d'économies et d'adaptation de ses organisations en Europe (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- la Dette financière nette qui représente la part de dette nette portant intérêt. Elle est calculée sur la base des Dettes financières courantes et non courantes, après exclusion des Dettes liées aux options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle, et nette des Disponibilités, des Placements à court terme et des Instruments dérivés – actifs.

Parmi les indicateurs clés revus et utilisés en interne par les principaux décideurs opérationnels, seuls le chiffre d'affaires net, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par Pôle d'activité, les autres indicateurs faisant l'objet d'un suivi au niveau du Groupe.

Informations par Pôle d'activité

Le Chiffre d'affaires net, le Résultat opérationnel courant et la Marge opérationnelle courante sont suivis selon les quatre Pôles d'activité du Groupe : Produits Laitiers Frais, Eaux, Nutrition Infantile et Nutrition Médicale.

(en millions d'euros, sauf pourcentage)	Semestre clos le 30 juin					
	Chiffre d'affaires net ^(a)		Résultat opérationnel courant		Marge opérationnelle courante	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Produits Laitiers						
Frais	5 906	6 023	663	597	11,2%	9,9%
Eaux	1 855	1 991	254	262	13,7%	13,2%
Nutrition Infantile	2 090	2 383	417	488	20,0%	20,5%
Nutrition Médicale	624	661	117	128	18,7%	19,3%
Total Pôles	10 475	11 058	1 451	1 475	13,8%	13,3%
Total Groupe	10 475	11 058	1 451	1 475	13,8%	13,3%

(a) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

Informations par zone géographique

Afin d'adapter son reporting aux évolutions du Groupe, Danone a décidé de suivre ses activités selon un nouveau découpage géographique à partir de 2013 et présenté ci-après :

(en millions d'euros, sauf pourcentage)	Semestre clos le 30 juin					
	Chiffre d'affaires net ^{(a) (b)}		Résultat opérationnel courant		Marge opérationnelle courante	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Europe hors CEI ^(b)	4 350	4 160	663	594	15,2%	14,3%
CEI & Amérique du Nord ^(c)	2 201	2 360	195	221	8,9%	9,4%
ALMA ^(d)	3 924	4 538	593	660	15,1%	14,6%
Total Groupe	10 475	11 058	1 451	1 475	13,8%	13,3%

(a) Chiffre d'affaires net hors Groupe.

(b) Dont 1 049 millions d'euros réalisés en France au cours du premier semestre 2013 (1 070 millions d'euros au cours du premier semestre 2012).

(c) Amérique du Nord = Etats-Unis et Canada.

(d) « Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa » (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Les actifs non courants présentés ci-après sont les Immobilisations corporelles et incorporelles :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre		Au 30 juin	
	Immobilisations corporelles et		Immobilisations incorporelles	
	2012	2013	2012	2013
Europe hors CEI ^(a)	10 429	10 321		
CEI & Amérique du Nord ^(b)	3 226	3 273		
ALMA ^(c)	6 725	7 664		
Total Groupe	20 380	21 258		

(a) Dont 1 723 millions d'euros en France au 30 juin 2013 (1 715 millions d'euros au 31 décembre 2012).

(b) Amérique du Nord = Etats-Unis et Canada.

(c) « Asia-Pacific / Latin America / Middle-East / Africa » (Asie-Pacifique / Amérique Latine / Moyen-Orient / Afrique).

Note 7. Autres produits et charges opérationnels

Au premier semestre 2013, les Autres produits et charges opérationnels représentent une charge de (291) millions d'euros, correspondant notamment (i) aux coûts relatifs au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe

(voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés), (ii) aux frais relatifs aux acquisitions avec prise de contrôle réalisées au cours du premier semestre 2013 (voir Note 3 et Note 4 des Annexes aux comptes consolidés) et (iii) aux charges d'intégration d'Unimilk (Produits Laitiers Frais – Russie et Ukraine principalement) dans le cadre de l'enveloppe définie au moment de l'acquisition.

Au premier semestre 2012, les Autres produits et charges opérationnels représentaient une charge de 40 millions d'euros, correspondant notamment aux charges d'intégration d'Unimilk (Produits Laitiers Frais – Russie et Ukraine principalement) dans le cadre de l'enveloppe définie au moment de l'acquisition et aux frais relatifs à un projet stratégique de croissance externe que le Groupe a mené au cours du premier semestre 2012.

Note 8. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Au premier semestre 2013, le résultat financier s'analyse comme suit :

	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	2012	2013
Produits financiers sur disponibilités et placements à court terme	44	38
Charges financières sur dette financière	(120)	(124)
Coût de l'endettement financier net	(76)	(86)
Autres produits financiers	13	53
Autres charges financières	(81)	(67)
Autres produits et charges financiers	(68)	(14)
Résultat financier	(144)	(100)

Au premier semestre 2013, l'amélioration de 44 millions d'euros du Résultat financier par rapport au premier semestre 2012 est analysée comme suit :

- le coût de l'endettement financier net a augmenté de 10 millions d'euros en raison de la hausse de la dette financière nette par rapport au premier semestre 2012. Cette hausse est liée principalement (i) aux acquisitions réalisées par le Groupe, en particulier le rachat d'intérêts minoritaires de Danone Espagne et l'augmentation de la participation dans Centrale Laitière et (ii) aux rachats d'actions DANONE (voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- les Autres produits financiers ont augmenté de 40 millions d'euros en raison principalement de l'impact de la cession par Danone de sa participation dans SNI (Produits Laitiers Frais – Maroc), donnant lieu à une plus-value de 52 millions d'euros (voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 9. Résultat des sociétés mises en équivalence

Le Résultat des sociétés mises en équivalence représente un produit de 276 millions d'euros (produit de 39 millions d'euros au 30 juin 2012), correspondant principalement au produit de réévaluation de 226 millions d'euros constaté dans le cadre de la prise de contrôle de la Centrale Laitière (Produits laitiers Frais – Maroc, voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 10. Résultat par action

Le Résultat net Part du Groupe par action dilué et le Résultat net – Part du Groupe par action non dilué se présentent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en euros par action sauf nombre d'actions)	2012	2012	2013
Résultat net - Part du Groupe	1 672	881	972
Nombre d'actions			
• Avant dilution	600 477 145	600 877 199	589 927 117
• Après dilution	603 105 304	603 149 367	592 145 734
Résultat net - Part du Groupe, par action			
• Avant dilution	2,78	1,47	1,65
• Après dilution	2,77	1,46	1,64

Les actions et options non dilutives au 30 juin 2013 pourraient devenir dilutives notamment en fonction de l'évolution du cours de l'action DANONE.

Note 11. Suivi de la valeur des immobilisations incorporelles

Au 30 juin 2013, les immobilisations incorporelles s'élèvent à 16 820 millions d'euros (16 265 millions d'euros au 31 décembre 2012), dont 12 011 millions d'euros de *goodwill*, 4 457 millions d'euros de Marques et 352 millions d'euros d'Autres immobilisations incorporelles. Le principal mouvement du premier semestre 2013 concerne la reconnaissance du *goodwill* provisoire de 780 millions d'euros suite à la prise de contrôle de la société Centrale Laitière (Produits laitiers Frais – Maroc, voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés).

La valeur nette comptable des *goodwill* et marques à durée de vie indéfinie fait l'objet d'une revue au minimum une fois par an et lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable de ces immobilisations incorporelles devient durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable des UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) ou groupes d'UGT auxquels se rattachent les immobilisations testées est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession, estimée généralement sur la base de multiples de résultats, et la valeur d'utilité, déterminée notamment sur la base de flux de trésorerie prévisionnels actualisés pour l'UGT ou le groupe d'UGT considéré.

Au 30 juin 2013, le Groupe a procédé à la revue des indicateurs de perte de valeur susceptibles d'entraîner une réduction de la valeur nette comptable des *goodwill* et marques à durée de vie indéfinie comptabilisés.

Pour les trois groupes d'UGT des Pôles Nutrition Médicale et Nutrition Infantile (Nutrition Médicale, Nutrition Infantile Reste du Monde et Nutrition Infantile Asie) les indicateurs analysés font référence à des éléments externes, comme l'évolution du taux d'actualisation, la croissance du marché, l'évolution des parts de marché, l'inflation des matières premières, et à des éléments internes tels que l'estimation du résultat annuel et la performance à date par rapport au budget. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Pour les différentes UGT des Pôles Produits Laitiers Frais et Eaux, les indicateurs analysés incluent principalement des éléments internes tels que l'estimation du résultat annuel et la performance à date par rapport au budget de chaque UGT. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Note 12. Suivi des Titres mis en équivalence et Autres titres non consolidés

Titres mis en équivalence

Au 30 juin 2013, les Titres mis en équivalence s'élèvent à 842 millions d'euros (973 millions d'euros au 31 décembre 2012).

La diminution de 131 millions d'euros au cours du premier semestre 2013 provient essentiellement de la prise de contrôle de la société Centrale Laitière (Produits Laitiers Frais – Maroc, voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés).

Les titres des sociétés mises en équivalence sont enregistrés au bilan consolidé à leur coût d'acquisition ajusté de la quote-part du Groupe dans les variations de l'actif net de la Société depuis son acquisition. Le Groupe procède à la revue de la juste valeur de ses titres mis en équivalence lorsque des événements et circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Une perte de valeur est comptabilisée, lorsque la valeur recouvrable de la participation devient inférieure à sa valeur nette comptable, dans la rubrique Résultats des sociétés mises en équivalence. Cette perte de valeur peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

Au cours du premier semestre 2013, aucune perte de valeur des titres mis en équivalence n'a été constatée.

Autres titres non consolidés

Les Autres titres non consolidés s'élèvent à 248 millions d'euros (107 millions d'euros au 31 décembre 2012).

L'augmentation de 141 millions d'euros au cours du premier semestre 2013 provient essentiellement de l'acquisition par Danone d'une participation indirecte de 4 % dans le groupe Mengniu (Produits Laitiers Frais – Chine, voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés), en partie compensée par la cession de sa participation dans SNI (Produits Laitiers Frais – Maroc, voir Note 4 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 13. Informations sur les variations des capitaux propres consolidés

Au 30 juin 2013, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 11 146 millions d'euros (12 254 millions d'euros au 31 décembre 2012), les capitaux propres consolidés en Part du Groupe s'élèvent à 11 132 millions d'euros (12 191 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les variations des capitaux propres en Part du Groupe et consolidés au cours du premier semestre 2012 et 2013 s'analysent de la façon suivante :

	2012		2013	
	Part du Groupe	Consolidés	Part du Groupe	Consolidés
<i>(en millions d'euros)</i>				
Au 1er janvier	12 100	12 198	12 191	12 254
Résultat net de la période	881	965	972	1 045
Dividende versé par la Société au titre de l'exercice précédent	(838)	(835)	(850)	(848)
Écarts de conversion	124	131	(528)	(548)
Opérations sur l'action DANONE	(4)	(4)	(479)	(479)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(66)	(201)	(241)	(345)
Augmentation de capital dans le cadre du Plan d'Épargne Entreprise dont bénéficient les salariés des entités françaises	35	35	37	37
Autres résultats enregistrés directement en capitaux propres	(6)	(6)	23	23
Contrepartie des charges relatives aux actions sous conditions de performance et aux options d'achat d'actions	10	10	11	11
Autres éléments	-	-	(4)	(4)
Réduction de capital par annulation d'actions DANONE	-	-	-	-
Au 30 juin	12 236	12 293	11 132	11 146

Au cours du premier semestre 2013, les opérations sur l'action DANONE sont les suivantes :

- rachat de 15,1 millions d'actions DANONE réalisé à des fins de croissance externe, dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société pour 809 millions d'euros (dont 6,7 millions d'actions afin de compenser l'effet dilutif de la remise en paiement de 6 715 266 actions décrite ci-après) réalisés par des prestataires de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société ;
- remise en paiement de 6 715 266 actions DANONE auto-détenues en rémunération d'une partie du prix d'acquisition d'actions de Danone Espagne auprès d'actionnaires minoritaires de cette filiale (voir Note 15 et Note 18 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- remise de 0,2 million d'actions dans le cadre de l'exercice par leurs bénéficiaires d'options d'achat d'actions DANONE accordées à certains salariés et mandataires sociaux ;
- annulation de 8,8 millions d'actions DANONE pour 399 millions d'euros en contrepartie de la section Actions propres et donc sans impact sur le montant des capitaux propres consolidés.

Au cours du premier semestre 2013, les effets sur les capitaux propres des transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle provient essentiellement des éléments suivants :

- impact favorable lié à la valeur de règlement de rachat d'intérêts minoritaires dans Danone Espagne (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- reconnaissance des nouvelles options de ventes accordées au cours de la période (voir Note 4 et Note 5 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 14. Dettes financières courantes et non courantes et Dette nette

La composition des Dettes financières courantes et non courantes du Groupe au 30 juin 2013 et leur variation entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012	Mouvements de la période					Au 30 juin 2013
		Émission de financements obligataires ou augmentation nette des autres postes	Remboursement des financements obligataires ou diminution nette des autres postes	Passage à moins d'un an des dettes non courantes	Incidence des variations des taux de change	Autres ^(e)	
<i>Financements obligataires ^{(a) (b)}</i>	267	-	(193)	618	(74)	-	618
<i>Papier commercial ^(b)</i>	853	21	-	-	-	-	874
<i>Autres financements et autres dettes ^{(a) (c)}</i>	657	-	(13)	74	(29)	24	713
Financements ^(a)	1 777	21	(206)	692	(103)	24	2 205
Instruments dérivés - passifs ^(a)	9	-	-	-	2	-	11
Financements et instruments dérivés - passifs ^(a)	1 786	21	(206)	692	(101)	24	2 216
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(a)	1 390	-	-	1 423	-	(486)	2 327
Dettes financières courantes	3 176	21	(206)	2 115	(101)	(462)	4 543
<i>Financements obligataires ^{(b) (d)}</i>	4 295	1 900	-	(618)	(47)	1	5 531
<i>Autres financements et autres dettes ^{(c) (d)}</i>	147	13	-	(74)	(10)	103	179
Financements ^(d)	4 442	1 913	-	(692)	(57)	104	5 710
Instruments dérivés - passifs ^(d)	23	-	-	-	(7)	-	16
Financements et instruments dérivés - passifs ^(d)	4 465	1 913	-	(692)	(64)	104	5 726
Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle ^(d)	1 881	-	-	(1 423)	-	364	822
Dettes financières non courantes	6 346	1 913	-	(2 115)	(64)	468	6 548
Dettes financières	9 522	1 934	(206)	-	(165)	6	11 091

(a) Part à moins d'un an.

(b) Financements gérés au niveau de la Société.

(c) Financements bancaires des filiales et autres financements, dettes liées aux contrats de location financement.

(d) Part à plus d'un an. Le transfert de 1 423 millions d'euros des dettes financières de plus d'un an à moins d'un an est principalement lié aux options accordées aux actionnaires vendeurs d'Unimilk qui sont contractuellement exerçables en totalité à partir de 2014.

(e) Les Autres mouvements correspondent principalement (i) aux exercices d'options au cours du semestre (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés), (ii) à la réévaluation de la dette liée aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle et (iii) à l'entrée dans le périmètre de consolidation des sociétés nouvellement acquises.

Financements obligataires

Afin de diversifier ses sources de financement et d'allonger la maturité moyenne de sa dette tout en profitant de conditions de marché favorables, le Groupe a procédé aux principales opérations suivantes au cours du premier semestre 2013 :

- émission Euro – obligataire sous son programme EMTN, le 27 février 2013, d'un montant nominal de 750 millions d'euros et de maturité 2018 ;
- émission Euro – obligataire sous son programme EMTN, le 3 juin 2013, d'un montant nominal de 650 millions d'euros et de maturité 2019 ;
- émission Euro – obligataire sous son programme EMTN, le 21 juin 2013, d'un montant nominal de 500 millions d'euros et de maturité 2023.

Par ailleurs, trois emprunts obligataires, pour un montant total équivalent de 193 millions d'euros, sont arrivés à échéance au cours du premier semestre 2013 : deux emprunts de nominal 814 et 374 millions de couronnes tchèques, et un emprunt de nominal 23 900 millions de yens japonais.

Dettes liées aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle

Le Groupe a consenti à des tiers détenant des intérêts ne conférant pas le contrôle dans certaines entités consolidées, des options de vente sur tout ou partie de leur participation dans ces sociétés. Ces dettes financières ne portent pas intérêt. Ces options de vente sont comptabilisées au bilan consolidé dans une rubrique de dettes financières et présentées dans la rubrique courante ou non courante selon leurs termes contractuels d'exercice.

Au 30 juin 2013, les dettes financières relatives à ces options s'élèvent à 3 149 millions d'euros (3 271 millions d'euros au 31 décembre 2012). 2 327 millions d'euros sont classées en dettes financières courantes et 822 millions d'euros en dettes financières non courantes :

- le principal engagement concerne Danone Espagne, pour 1 136 millions d'euros au 30 juin 2013, dont 799 millions d'euros sont classées en dettes financières courantes (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés). Contractuellement, ces options sont exerçables à tout moment. Cependant, certains bénéficiaires ont conclu un avenant aux termes duquel ils acceptaient que le règlement du montant dû par Danone et le transfert de propriété soient différés d'un an (337 millions d'euros au 30 juin 2013). Par conséquent, 799 millions d'euros sont classés en dettes financières courantes et 337 millions d'euros en dettes financières non-courantes au 30 juin 2013. La formule de calcul du montant de cet engagement est fixée contractuellement (sur la base d'une moyenne des résultats de plusieurs exercices de la filiale espagnole à laquelle est appliqué un multiple) ;
- dans le cadre de l'acquisition des sociétés du groupe Unimilk, Danone a accordé des options de vente aux actionnaires vendeurs d'Unimilk. Au 30 juin 2013, l'engagement relatif à ces options de vente s'élève à 989 millions d'euros (976 millions d'euros au 31 décembre 2012). Contractuellement, ces options de vente sont exerçables en totalité à partir de 2014 et pour une période expirant au 31 décembre 2022. Par conséquent, elles sont intégralement classées en dettes financières courantes au 30 juin 2013. La formule de calcul s'appuie principalement sur un multiple de résultat ;
- les autres options accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle s'élèvent à 1 024 millions d'euros (601 millions d'euros au 31 décembre 2012). Contractuellement, elles sont exerçables (i) dans les 12 mois suivant la clôture, pour un montant cumulé de 539 millions d'euros et (ii) au delà de 12 mois suivant la clôture, à des dates différentes, pour un montant cumulé de 485 millions d'euros. Par conséquent, 539 millions d'euros sont classés en dettes financières courantes et 485 millions d'euros en dettes financières non-courantes au 30 juin 2013.

Variation de dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 1 946 millions d'euros entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013, pour s'établir à 8 238 millions d'euros.

La structure de dette nette au 30 juin et sa variation entre le 31 décembre 2012 et le 30 juin 2013 s'analysent comme suit :

	Au 31 décembre	Au 30 juin
(en millions d'euros)	2012	2013
Dettes financières non courantes	6 346	6 548
Dettes financières courantes	3 176	4 543
Placements à court terme	(1 748)	(1 535)
Disponibilités	(1 269)	(1 174)
Instruments dérivés - actifs	(213)	(144)
Dette nette	6 292	8 238

Note 15. Dettes financières courantes et non courantes relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne

Depuis 2012, des discussions portant sur les termes et conditions des options de vente détenues par les actionnaires minoritaires de Danone Espagne ont été initiées compte tenu notamment de la détérioration de la situation économique en Europe du Sud affectant significativement cette filiale.

Au cours du premier semestre 2013 le Groupe a racheté 1 642 618 actions de Danone Espagne auprès de plusieurs détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle (dont 1 550 315 actions par exercice d'options de vente par leurs bénéficiaires), portant ainsi sa participation de 65,6 % à 75,6 % dans la filiale. Ces acquisitions ont été effectuées par paiement d'un montant en numéraire de 108 millions d'euros et par remise de 6 715 266 actions DANONE auto-détenues (soit 1,0 % du capital de Danone). Un nombre équivalent d'actions DANONE a été racheté par le Groupe sur les marchés, au cours du premier semestre, dans le cadre de son programme de rachat d'actions, et ce afin de compenser l'effet dilutif résultant de cette opération.

À la suite de ces rachats, le capital de Danone Espagne est réparti entre (i) le Groupe pour 75,6 %, (ii) les actionnaires titulaires d'options de vente pour 22,1 %, (iii) les actionnaires non titulaires d'options de vente pour 1,0 % et (iv) l'auto-détention par Danone Espagne pour 1,3 %.

Des minoritaires titulaires d'options de vente, représentant près de 15 % du capital de Danone Espagne, ont exercé leurs options. Le Groupe a contesté ces exercices et a invité les actionnaires concernés à poursuivre le processus de renégociation des termes et conditions de leurs options de vente. Au cours du premier semestre 2013, ces actionnaires minoritaires n'ont pas souhaité poursuivre le processus de discussion et ont entamé des procédures aux fins d'exécution de leurs options de vente devant un tribunal arbitral. Le prix de rachat demandé par ces minoritaires dans le cadre de ces procédures correspond à la valeur de ces options telle que comptabilisée dans les comptes au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2013, les dettes financières relatives aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle dans la société Danone Espagne s'élèvent à 1 136 millions d'euros (1 695 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Du fait de ces rachats, exercices et procédures, le Groupe a décidé de maintenir le classement d'une partie des options de vente restantes (799 millions d'euros correspondant aux 15 % du capital mentionnés ci-avant) en dettes financières courantes dans les comptes consolidés au 30 juin 2013. Un montant de 337 millions d'euros reste comptabilisé en dettes financières non courantes, en raison du différé de paiement d'un an appliqué à ces options.

Les principaux impacts sur les comptes consolidés relatifs aux engagements rachetés au cours du premier semestre 2013 et relatifs à Danone Espagne sont les suivants :

- diminution de la dette liée aux options de vente accordées aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle de 504 millions d'euros ;
- impact favorable de 80 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés et la dette nette du Groupe lié à la valeur des opérations de rachat qui ont été réalisées sur des valeurs de règlement inférieures aux valeurs comptables des engagements pour la part des rachats par exercice d'options de vente ;
- flux de financement de 108 millions d'euros représentant la part réglée en numéraire, présenté à la ligne des Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle du Tableau de flux de trésorerie consolidés.

La remise de 6,7 millions d'actions DANONE n'a pas eu d'impact sur le Tableau de flux de trésorerie consolidés. Cependant, comme décrit ci-avant, un nombre équivalent d'actions DANONE a été racheté par le Groupe sur les marchés au cours du premier semestre. Ces rachats d'actions DANONE sont présentés à la ligne Acquisitions d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE des flux de financement du Tableau de flux de trésorerie consolidés (voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 16. Impôts

Taux effectif d'imposition

Au premier semestre 2013, le taux effectif d'imposition du Groupe s'élève à 29,0 % (26,9 % au premier semestre 2012 et 29,1 % sur l'exercice 2012). L'écart par rapport au taux normal d'imposition en France de 34,4 % au premier semestre 2013 s'analyse comme suit :

	Semestre clos le 30 juin	
(en pourcentage du résultat avant impôts)	2012	2013
Taux d'impôt en France	34,4 %	34,4 %
Activation d'impôts différés sur reports déficitaires	(1,6 %)	0,0 %
Différences de taux d'impôt entre juridictions fiscales	(7,5 %)	(8,7 %)
Taxe sur dividendes	0,0 %	2,3 %
Autres effets	1,6 %	1,0 %
Taux effectif d'imposition	26,9 %	29,0 %

Autres éléments

En France, le paiement de la taxe de 3 % sur les distributions de dividendes, instauré par la seconde loi de finances rectificative pour 2012, est attaché à la date de l'assemblée générale de distribution. Cette taxe a été comptabilisée intégralement à la date de l'Assemblée Générale pour un montant de 26 millions d'euros dans la rubrique Impôts sur les bénéfices du résultat de la période en cours.

Note 17. Autres provisions et passifs non courants et Procédures judiciaires et d'arbitrage

Autres provisions et passifs non courants

Au 30 juin 2013, les Autres provisions et passifs non courants se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2012	Mouvements de la période					Au 30 juin 2013
		Dotation	Reprise	Reprise sans objet	Écarts de conversion	Autres	
Provisions pour restructurations	32	177	(8)	-	-	(1)	200
Autres provisions pour risques et charges	530	66	(43)	(25)	(8)	17	537
Subventions d'investissement	12	1	-	-	-	-	13
Total	574	244	(51)	(25)	(8)	16	750

Au 30 juin 2013, les Provisions pour restructurations comprennent les provisions relatives au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe et qui s'élèvent à 174 millions d'euros (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés).

Procédures judiciaires et d'arbitrage

Dans l'ensemble des géographies du Groupe et dans le cadre de la marche normale de leurs affaires, la Société et ses filiales sont susceptibles de faire l'objet de procédures introduites à leur encontre. Des provisions sont constituées chaque fois que le paiement d'une indemnité semble probable et est quantifiable.

Les activités de nutrition infantile en Chine de plusieurs groupes, dont Danone, font actuellement l'objet d'enquêtes de la part de la Commission nationale chinoise du développement et de la réforme. La procédure suit actuellement son cours.

Par ailleurs, des actionnaires minoritaires de Danone Espagne ont initié une procédure devant un tribunal arbitral au sujet d'options de vente consenties par le Groupe (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés).

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale et judiciaire ou d'arbitrage actuellement en cours, qui soit susceptible d'avoir, ou qui ait eu au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 18. Informations sur les flux de trésorerie consolidés

Les flux de trésorerie décrits ci-après correspondent à des éléments présentés au bilan consolidé. Cependant, ces flux peuvent différer des variations bilantielles, notamment en raison des règles (i) de traduction des opérations en devises autres que la devise fonctionnelle (ii) de conversion des états financiers des sociétés de devise fonctionnelle autre que l'euro et (iii) des variations de périmètre.

Trésorerie provenant de l'exploitation

Au premier semestre 2013, les flux de trésorerie provenant de l'exploitation s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	2012	2012	2013
Résultat net	1 787	965	1 045
Résultat des sociétés mises en équivalence	(54)	(39)	(276)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	35	13	11
Dotations aux amortissements	670	337	345
Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie	113	97	163
Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie	(26)	(51)	(75)
Marge brute d'autofinancement	2 525	1 322	1 213
Variation des stocks	(52)	(66)	(244)
Variation des créances clients	49	(298)	(359)
Variation des dettes fournisseurs	274	362	431
Variation des autres comptes débiteurs et créditeurs	62	(65)	47
Variation des éléments du besoin en fonds de roulement	333	(67)	(125)
Trésorerie provenant de l'exploitation	2 858	1 255	1 088

La Trésorerie provenant de l'exploitation comprend les flux de trésorerie relatifs (i) au plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe (voir Note 19 des Annexes aux comptes consolidés) et (ii) aux frais d'acquisition avec prise de contrôle qui s'élèvent respectivement à (39) millions d'euros et (21) millions d'euros sur le premier semestre 2013.

Les Autres ressources (emplois) sans impact sur la trésorerie s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	2012	2012	2013
(Plus) ou moins-value de cession et dépréciation d'actifs industriels	(98)	(9)	(58)
Dotations (reprises) de provisions et impôts différés	119	65	150
Charges liées aux options d'achat d'actions et aux actions sous conditions de performance	22	10	12
Intérêts financiers non encore décaissés	15	24	48
Autres ^(a)	55	7	11
Total	113	97	163

(a) Dont 43 millions d'euros de dépréciation de goodwill au 31 décembre 2012.

Les Autres ressources (emplois) ayant un impact sur la trésorerie correspondent principalement au montant des intérêts courus au 31 décembre de l'exercice précédent et décaissés sur la période en cours. Le montant des intérêts courus au 31 décembre 2012 et décaissés sur le premier semestre 2013 s'élève à (72) millions d'euros ((26) millions d'euros au 31 décembre 2011 et décaissés sur l'exercice 2012).

Trésorerie provenant des opérations d'investissement

Au premier semestre 2013, les flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	2012	2012	2013
Investissements industriels	(976)	(416)	(454)
Cessions d'actifs industriels	193	51	20
Acquisitions d'actifs financiers nettes de la trésorerie acquise ^(a)	(291)	(21)	(937)
Cessions d'actifs financiers ^{(a) (b)}	4	2	92
Variation nette des prêts et autres immobilisations financières	(1)	(43)	(22)
Trésorerie provenant des opérations d'investissement/désinvestissement	(1 071)	(427)	(1 301)

(a) Dont 566 millions d'euros versés dans le cadre de la prise de contrôle de la Centrale Laitière (voir Note 3, Note 4 et Note 5 des Annexes aux comptes consolidés).

(b) Y compris endettement net à la date de cession des sociétés cédées.

Les investissements industriels et cessions d'actifs industriels concernent les actifs corporels et incorporels opérationnels.

Au premier semestre 2013, les investissements industriels ont atteint 454 millions d'euros (416 millions d'euros au premier semestre 2012 et 976 millions d'euros sur l'exercice 2012) (représentant respectivement 4,1 %, 4,0 % et 4,7 % du chiffre d'affaires net consolidé).

Trésorerie provenant des opérations de financement

Au premier semestre 2013, les flux de trésorerie provenant des opérations de financement s'analysent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	Semestre clos le 30 juin	
(en millions d'euros)	2012	2012	2013
Augmentation du capital et des primes ^(a)	35	35	37
Acquisition d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE ^{(a)(b)}	(701)	(4)	(799)
Dividendes versés aux actionnaires de Danone ^(a)	(835)	(835)	(848)
Transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle	(339)	(200)	(179)
Flux nets d'instruments dérivés	(70)	(38)	18
Financements obligataires émis ou souscrits au cours de l'exercice ^(c)	1 530	685	1 921
Financements obligataires remboursés au cours de l'exercice ^(c)	(173)	(173)	(193)
Variation nette des autres dettes financières courantes et non courantes ^(c)	(100)	377	-
Variation des placements à court terme	(831)	(555)	199
Trésorerie affectée aux opérations de financement	(1 484)	(708)	156

(a) Voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés.

(b) Options d'achats DANONE acquises par la Société.

(c) Voir Note 14 des Annexes aux comptes consolidés.

Au premier semestre 2013, les acquisitions d'actions propres (nettes de cession) et d'options d'achats d'actions DANONE se décomposent de la façon suivante :

- rachat de 15,1 millions d'actions DANONE réalisé à des fins de croissance externe, dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société pour 809 millions d'euros (voir Note 13 des Annexes aux comptes consolidés), dont 6,7 millions d'actions acquis pour compenser l'effet dilutif relatif à l'opération Danone Espagne (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- remise de 0,2 million d'actions dans le cadre de l'exercice par leurs bénéficiaires d'options d'achat d'actions DANONE accordées à certains salariés et mandataires sociaux.

Au premier semestre 2013, les transactions avec les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle se décomposent de la façon suivante :

- paiement de 116 millions d'euros relatif aux rachats d'intérêts ne conférant pas le contrôle (voir Note 3 des Annexes aux comptes consolidés) : ce montant comprend les 108 millions d'euros versés en numéraire aux actionnaires minoritaires de Danone Espagne (voir Note 15 des Annexes aux comptes consolidés) ;
- versement de dividendes pour 63 millions d'euros.

Note 19. Plan d'économies et d'adaptation des organisations du Groupe en Europe

Danone a annoncé, le 13 décembre 2012, son intention de lancer un plan d'économies et d'adaptation de ses organisations pour regagner de la compétitivité face à la dégradation durable de la conjoncture économique et des tendances de consommation en Europe. Le 19 février 2013, Danone a présenté le volet organisationnel de son plan européen d'économies et d'adaptation de ses organisations.

Les charges relatives à ce plan concernent principalement (i) les coûts des mesures visant les salariés (mesures de mobilité interne, de départs et mesures d'accompagnement), (ii) des coûts de dépréciation d'actifs corporels et incorporels et (iii) des autres coûts de réorganisation (notamment des arrêts anticipés de contrats et des coûts de consultants). S'agissant d'une restructuration stratégique, ces coûts directement liés à ce plan sont comptabilisés dans la rubrique des Autres produits et charges opérationnels. Les flux de trésorerie relatifs aux initiatives prises par le Groupe dans le cadre de ce plan sont présentés en Trésorerie provenant de l'exploitation du Tableau des flux de trésorerie consolidés.

Au cours du premier semestre 2013, les coûts comptabilisés sont les coûts payés, encourus ou provisionnés. Concernant les provisions, le Groupe a procédé à sa meilleure estimation, à ce jour, des coûts engendrés par ces mesures, compte tenu des éléments actuellement en sa possession. Ils s'élèvent à 233 millions d'euros au 30 juin 2013, dont 174 millions d'euros de provisions et sont répartis comme suit :

- mesures visant les salariés pour 204 millions d'euros ;
- dépréciation d'actifs corporels et incorporels pour 6 millions d'euros ;
- autres coûts de réorganisation pour 23 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2013, les flux de trésorerie relatifs à ce plan s'élèvent à 39 millions d'euros (voir Note 18 des Annexes aux comptes consolidés).

Note 20. Transactions avec les parties liées

Les principales parties liées sont les entreprises associées, les membres du Comité Exécutif et les membres du Conseil d'Administration.

Au premier semestre 2013, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012 (voir Note 31 des Annexes aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012).

L'Assemblée Générale du 25 avril 2013 a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer en 2013 des actions sous conditions de performance (*Group Performance Shares*) aux salariés du Groupe (dont le Comité Exécutif) et aux mandataires sociaux de la Société. Au cours du premier semestre 2013, aucune action sous conditions de performance n'a été attribuée. L'attribution d'actions sous conditions de performance au titre de l'autorisation donnée en 2013 est soumise à l'approbation du Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Note 21. Évènements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'évènements postérieurs à la clôture significatifs à la date d'arrêté des comptes consolidés semestriels 2013 par le Conseil d'Administration du 26 juillet 2013.

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société Danone, relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 26 juillet 2013

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young et Autres

Etienne BORIS

Philippe VOGT

Jeanne BOILLET

Gilles COHEN

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

"Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Danone et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

Paris, le 26 juillet 2013

Le Président Directeur Général,

Franck RIBOUD

